



## Beyrouth, trois ans après l'explosion. À l'ombre du hangar numéro 12, on assassine

L'intellectuel Lokman Slim, le photographe Joe Bejjany, les colonels Joseph Skaff et Mounir Abou Rjeily ont été tués, l'un avant l'explosion du nitrate d'ammonium dans le port de Beyrouth, trois après. Aucun suspect n'a jamais été arrêté. Et nul ne sait exactement ce qu'ils avaient découvert.

Jean-Pierre Perrin - 9 août 2024 à 15h02

**H**aret Hreik, banlieue sud de Beyrouth (Liban). – La belle grille dentelée du parc est grande ouverte. Un peu plus loin, la porte de la bibliothèque l'est également. Aucun vigile. Aucune mesure de sécurité. La tradition d'accueil de la « villa Slim » n'a pas disparu avec l'assassinat de celui qui faisait vivre ces lieux. Même quand des slogans menaçants étaient placardés sur ses murs – « *Tu coûtes moins cher qu'une balle* », « *Gloire au [pistolet] silencieux* » –, la grande demeure toute blanche de Lokman Slim est demeurée une oasis de liberté dans un quartier refermé sur lui-même, et où il vaut mieux de ne pas porter une voix dissidente. Elle l'est toujours.

Sur une stèle de marbre, ennoblie de fleurs, les vers calligraphiés du grand poète arabe Al-Moutanabbi que l'intellectuel aimait tant : « *Debout face à une mort certaine, comme sous la paupière du mal endormi.* »

Linguiste, documentariste, archiviste, écrivain, cinéaste, fondateur de la prestigieuse maison d'édition Dar al-Jadid, auteur, avec sa femme Monika, d'un film exceptionnel (mais interdit au Liban), *Massaker*, sur les auteurs des massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila qu'il avait saoulés au whisky pour pouvoir les confesser, Lokman Slim était aussi un imprécateur sans pareil.

Il incarnait le courage de dire « non », le refus de toute assignation communautaire et n'entendait rien céder à ceux qui veulent s'arroger le monopole de l'identité chiite. Profondément laïque, lui-même issu d'une grande famille bourgeoise chiite, fils de député, il avait refusé de quitter la maison familiale, en dépit des menaces qui montaient.

Car, autour de la grande demeure paisible, ombragée par des mûriers centenaires, c'est le quartier de Haret Hreik, naguère village d'éleveurs de vers à soie, transformé en capitale de la banlieue sud, avec un fouillis de rues et de ruelles pavoisées aux couleurs jaunes du Hezbollah, dont c'est le fief. Partout, des photos de « martyrs », ceux d'hier rejoignant ceux de la guerre actuelle.

Parfois, on se croit à Téhéran. L'avenue Moussa-Sadr est ainsi maillée d'immenses portraits en couleur du défunt président iranien Ibrahim Raïssi et de son ministre des affaires étrangères Hossein Amir Abdollahian, morts en mai dans un accident d'hélicoptère, soulignés par ce simple mot : *shahid* (« martyr »).

### Un crime sans coupables

« *Lokman a passé sa vie à lutter contre l'impunité au Liban et cela lui a coûté la vie. Maintenant, il faut le faire sans lui, mais pour lui* », souligne Monika Borgmann, sa veuve, une ressortissante germano-libanaise, qui, en dépit des

menaces, par exemple une balle posée sur le capot de sa voiture, ne veut pas non plus quitter la villa, qui est aussi un centre d'archives sur l'histoire contemporaine du Liban. Par sécurité, les publications les plus rares ont été mises à l'abri en Suisse.

Sur l'assassinat de son mari, on sait l'essentiel sauf le nom des coupables. Le 3 février 2021, l'intellectuel est allé déjeuner chez un ami dans le petit village de Niha, dans le Sud. Il est suivi depuis Haret Hreik par cinq voitures avec de fausses plaques d'immatriculation. Quand il en repart, dans la soirée, il est rapidement bloqué dans une ruelle par deux des véhicules et kidnappé, tandis qu'un membre du commando prend le volant de sa Toyota Corolla.

Lokman est emmené à Aaddoussiyyé, à une quarantaine de kilomètres de là, une zone sous le contrôle du Hezbollah et du mouvement chiite Amal, où il sera exécuté de six balles, toutes tirées à moins d'un mètre. On retrouvera son corps dans sa voiture.

## Vingt jours avant sa mort, Lokman avait ouvertement accusé le Hezbollah de stocker le nitrate d'ammonium pour le compte du régime syrien.

En décembre 2019, dans un communiqué qui faisait suite à des menaces de mort, l'intellectuel avait déjà fait état de sa situation précaire et dénoncé ceux qui pourraient l'assassiner : « *Je fais assumer aux forces du fait accompli, représentées par Sayyed Hassan Nasrallah [secrétaire général du Hezbollah – ndlr] et le président Nabih Berri [chef du mouvement Amal et de la Chambre des députés libanaise – ndlr], l'entière responsabilité de ce qui pourrait m'arriver et je me place, ainsi que ma famille et mon domicile, sous la protection de l'armée libanaise.* »

« *Même si le Hezbollah avait cent raisons de liquider Lokman, qu'il dérangeait par sa parole, ses écrits, son comportement, tout porte à croire que son assassinat est lié à l'explosion du port* », soutient Moussa Khoury, avocat de Monika Borgmann.

Vingt jours avant sa mort, l'intellectuel, dans une interview à la télévision saoudienne Al-Hadath, avait ouvertement accusé le Hezbollah de stocker le nitrate d'ammonium pour le compte du régime syrien, et donc d'être responsable de ce qu'il appelait « *un crime de guerre* », avec la complicité de la Russie.

Qu'avait-il découvert ? « *Lokman avait simplement mis bout à bout différents éléments qui lui avaient permis d'avoir une vue d'ensemble et de comprendre ce qui était arrivé* », répond sa veuve.

## Une enquête au point mort

Le Hezbollah a condamné l'assassinat du bout des lèvres. S'il a autorisé l'ambassadrice américaine à se rendre à la cérémonie de deuil, il n'en a pas moins sermonné l'imam chiite qui officiait. Et le corps de l'opposant venait à peine d'être découvert que Jawad, le fils de Nasrallah, s'en réjouissait sur son compte Twitter (aujourd'hui X) : « *Ce qui est considéré comme une perte par certains est un gain pour d'autres et une bénédiction inattendue.* » Le message a été vite effacé.

L'enquête, comme pour la totalité des assassinats politiques au Liban, est au point mort. La gendarmerie et l'armée ont raflé toutes les vidéos des caméras de surveillance qui ont permis de reconstituer l'itinéraire de l'écrivain et de voir l'intérieur des voitures des tueurs – « *curieusement, on a la couleur des sièges mais pas leurs visages* », ironise l'avocat Moussa Khoury – mais l'enquête n'a pas avancé pour autant.

L'enlèvement s'étant déroulé à un kilomètre de Srifa, site d'une base de la Finul, où sont positionnés les soldats du contingent français, Monika Borgman a sollicité Paris pour l'aider à obtenir de la force onusienne des vidéos de surveillance qui pourraient aider l'enquête. Mais du côté français comme de celui de la Finul, la réponse est la même : on ne se mêle pas des problèmes internes. « *Le kidnapping s'est passé sous leur nez, et ils n'ont rien vu alors qu'ils ont des caméras partout. Ils ont demandé une lettre officielle. Il a fallu beaucoup de temps pour que le juge d'instruction signe une commission rogatoire, et quand ils l'ont eue, ils l'ont perdue... dans leurs archives. Maintenant qu'ils l'ont retrouvée, on attend* », raconte-t-elle.

Walid Joumblatt, le leader druze, a une explication aux réticences de la Finul à remettre des vidéos. « *Cela pourrait coûter la vie à deux ou trois de leurs soldats.* » Sous-entendu : le Hezbollah pourrait se venger par des attentats, ce qu'il a déjà fait dans le passé avec les militaires onusiens.

## **L'exécution de Joe Bejjany**

À cause de sa notoriété, la mort de Lokman Slim a dépassé les frontières du Liban. Mais avant le sien, trois autres assassinats n'ont pas eu le même retentissement.

Quelques semaines auparavant, le 21 décembre 2020, à Kahalé, une commune qui domine Beyrouth, Joe Bejjany, 36 ans, un employé de la compagnie de télécommunications Alfa, a été exécuté de quatre balles tirées, là encore, à bout portant, alors qu'il se préparait à emmener ses deux fillettes à l'école.

Sur une vidéosurveillance postée sur Facebook, on peut le voir monter dans sa voiture. Dix secondes plus tard, un homme avec un bonnet noir le rejoint en courant, tenant un pistolet muni d'un silencieux. Il ouvre la portière et tire à quatre reprises. Un complice, coiffé d'un casque de moto, plonge ensuite dans l'habitacle et s'empare de son téléphone. Puis, les deux tueurs s'enfuient en direction d'une moto qui les attend un peu plus loin.

Si l'on relie la mort de Joe Bejjany à l'explosion, c'est parce que cet homme sans histoire nourrissait une passion pour la photo et pour l'armée, qui lui avait délivré un document afin qu'il puisse couvrir certains événements militaires, dont certains se déroulaient au port. Selon plusieurs sources, qui disent craindre pour leur vie si elles sont identifiées, ce sont les photos qu'il a prises du hangar numéro 12 qui lui ont coûté la vie.

« La police m'a demandé de n'avoir plus aucune relation avec les journalistes et de ne plus parler publiquement. »

Nayla, veuve de Joe Bejjany

Ce que confirme sa veuve, Nayla, jointe par téléphone en France, où elle a obtenu l'asile politique : « *En 2017, il était allé au port dans le cadre d'une remise de chars américains à l'armée libanaise. C'est à cette occasion qu'il a pris des photos du hangar numéro 12 qu'il a postées ensuite sur les réseaux sociaux. Qu'est-ce qu'il a pu découvrir ? Je ne sais pas. Peut-être une porte mal fermée ou une ouverture du hangar qui a réveillé quelque chose dans la tête de certains au moment des investigations sur l'explosion.* »

Ensuite viendra une brouille avec l'armée qui lui interdira de retourner au port. Il en sera très affecté. Toujours selon Nayla, il cherchera à contacter les autorités anglaises, françaises, canadiennes et américaines pour leur proposer son aide. En même temps, il s'emploie à quitter le Liban. Le 16 décembre 2020, il reçoit une réponse favorable du Canada à une demande d'émigration pour sa famille et lui. Trop tard. L'assassinat survient quatre jours plus tard.

Après sa mort, la police fait main basse sur un téléphone, ses clés USB, ses appareils photo et l'ordinateur familial, qu'elle fouillera sans l'accord de Nayla et rendra après en avoir éliminé toutes les données.

Depuis, aucune nouvelle de l'enquête et pas un seul suspect. « *La police m'a demandé de n'avoir plus aucune relation avec les journalistes et de ne plus parler publiquement. Et le ministère de l'intérieur libanais m'a fait savoir qu'il ne pouvait pas me protéger* », révèle-t-elle. D'où son départ avec ses enfants en France, où elle vit sous protection policière. « *Le juge a la volonté de voir l'enquête aboutir mais, n'ayant aucun pouvoir, que peut-il faire ? Il n'y a aucune coopération entre lui et les enquêteurs* », insiste-t-elle.

## Deux douaniers trop près de la vérité

Ce qu'avait découvert Joseph Skaff, le colonel des douanes qui, le premier, avait alerté sur la dangerosité du hangar numéro 12, lui a aussi coûté la vie. Selon la version officielle, il est mort en faisant une chute sur une rampe de parking après être sorti de sa voiture à Beit el-Chaar, au nord de Beyrouth, en mars 2017. Mais le médecin légiste choisi par la famille établira qu'il a été frappé à la tête et jeté dans le vide.

Sans que l'on sache comment, sa lettre a refait surface. Les interrogations ont repris sur sa mort suspecte quand un autre officier des douanes à la retraite, qui fut son ami, a été à son tour assassiné, le 1<sup>er</sup> décembre 2020. Le colonel Mounir Abou Rjeily a été découvert le crâne fracturé dans sa résidence secondaire de Qartaba, au-dessus de la ville de Jbeil, battu à mort à coups de bâton par au moins trois hommes qui n'ont laissé aucune trace, aucune empreinte. Personne n'a rien entendu et aucun téléphone n'a borné. Là encore, du travail de professionnels. Rien chez lui n'a été volé, excepté son ordinateur. La police n'en a pas moins conclu à un crime crapuleux.

Comme pour les autres assassinats, l'enquête n'a fait depuis aucun progrès.

En déroulant le compte X de Joseph Bejjany, on peut encore lire, à la date du 18 août 2020, une citation de George Orwell comme une terrible épitaphe aux crimes liés au hangar numéro 12 : « *Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle haïra ceux qui la disent...* »

**Jean-Pierre Perrin**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).